*PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !*

# VOIX OUVRIERE

ORGANE DE LUTTE OUVRIÈRE, POUR UNE DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE DES SYNDICATS
ET POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIEN

23 SEPTEMBRE 1963 - N° 19 — BIMENSUEL — 50 centimes

*CONTRE L'INFLATION :*

## Échelle mobile des salaires

**En cette rentrée d'octobre bien des problèmes se posent aux travailleurs, problèmes en forme de difficultés. Ces difficultés, nous pouvons les subir individuellement, ou tenter de les résoudre collectivement.**

**Les hausses de prix importantes de l'été ont incité le gouvernement à procéder dès la rentrée à une savante mise en scène pour décourager tout élan revendicatif. Mais ses astuces sont aussi vieilles que le phénomène de l'inflation lui-même, que nous subissons depuis des années.**

**Que les ouvriers soient les victimes désignées de l'inflation (phénomène classique de la prospérité capitaliste faite de spéculations effrénées, de profits fabuleux et de dépenses démesurées de l'Etat pour protéger et étendre ces profits) le gouvernement lui-même avait été obligé de le reconnaître en instituant le S.M.I.G.. Cette loi n'a que la portée d'une mesure charitable : basée sur des indices truqués, elle « protège » ceux qui gagnent moins que ce qui est un minimum pour se maintenir en vie. Elle ne peut faire aucun tort aux magnats capitalistes mais elle reconnaît dans son principe que les salaires doivent être protégés contre la hausse des prix. Aujourd'hui la C.G.T. affirme que notre pouvoir d'achat est au-dessous de celui de 1957. Les Centrales syndicales affirment que la classe ouvrière doit obtenir contre la hausse des prix, une garantie de son pouvoir d'achat. Cette garantie a un nom : l'échelle mobile des salaires. Les Confédérations ouvrières calculent le budget-type d'après leurs propres indices qui peuvent être confrontés avec ceux d'institutions économiques. Les journaux ont annoncé qu'à l'E.D.F., les Centrales syndicales proposent à la Direction l'établissement d'une convention collective qui comprendra des clauses d'échelle mobile pour la garantie des salaires. Il faut populariser cette revendication, l'appeler par son nom (et non comme le fait la C.G.T. en parlant vaguement de garantie des salaires sans en préciser les modalités), et l'étendre à toutes les corporations, à toutes les usines. Les prix n'augmentent pas parce que les salaires augmentent, mais ces derniers augmentent beaucoup moins que les prix et infiniment moins que les profits capitalistes sur lesquels le gouvernement, le voudrait-il, n'a aucun moyen de contrôle ni de coercition. L'échelle mobile serait justement, dans une certaine mesure, un frein à l'inflation, parce qu'elle serait un moyen de pression sur les capitalistes pour les empêcher d'augmenter les prix.**

**Et ce problème des prix, ce sont les travailleurs, et les travailleurs seuls, qui peuvent le régler. Jamais le gouvernement ne prendra, ne pourra prendre, les mesures qui sont nécessaires, la propriété privée est sacrée, sacré aussi le droit qu'ont les capitalistes de gérer leurs affaires comme ils le veulent, à le faire en dépit de l'intérêt de la collectivité ; le « secret commercial » désarme tous les contrôles, même ceux qui par extraordinaire se voudraient réellement efficaces. Nous seuls, travailleurs, pouvons exercer ce contrôle, vérifier les entrées et sorties de matériel, les comptes et les marchés car nous sommes présents partout. Nous sommes seuls aussi à y avoir réellement intérêt. Cela c'est le contrôle ouvrier sur la production, les entreprises et les livres de comptes.**

**Utopie que tout cela ? Que non ! Cela serait si cela ne dépendait que du bon vouloir du gouvernement et des patrons. Mais cela dépend de nous, de notre volonté et de notre détermination.**

**Dans tous les discours dont on nous abreuve depuis quelques semaines, ce qui revenait le plus souvent c'étaient les problèmes que posent à ces messieurs le manque de main-d'œuvre. Cette pénurie de chair à profit a obligé l'année dernière le patronat à augmenter les salaires — moins que le coût de la vie ne l'a fait — mais de façon beaucoup plus importante qu'il ne l'aurait voulu. Ils déplorent l'inexistence d'une masse de chômeurs pesant sur les salaires et la combativité de ceux qui ont du travail. Ils sont à la merci des ouvriers et ils le savent.**

**Nous devons le savoir aussi. Ce n'est pas la classe ouvrière mais la bourgeoisie qui est en situation difficile. Elle n'est pas en mesure de s'opposer, de quelque façon que ce soit à un mouvement reevndicatif important. Nous devons nous y préparer et mettre en avant des revendications valables pour tous : réduction du temps de travail (quarante heures en 1936, trente-cinq en 1963), contrôle ouvrier sur la production, échelle mobile des salaires.**

**V. O.**

## SOLIDARITÉ DE CLASSE

La presse de la semaine dernière nous a informés d'une série d'arrestations dans les milieux espagnols réfugiés en France. Un certain nombre de libertaires et de républicains espagnols sont actuellement détenus dans les prisons françaises.

L'entraide entre gouvernements bourgeois, entre De Gaulle et Franco, malgré les différences de régimes politiques fonctionne on ne peut mieux. Ce sont des services que l'on se rend entre gens de la même classe défendant le même système. De même que Franco et De Gaulle sont solidaires face aux militants qui ne cachent pas leur opposition au régime franquiste, nous devons être solidaires face à la répression qui les touche. Car quelles que puissent être les divergences sur la manière de mener la lutte contre le régime bourgeois quand un militant est touché, c'est le mouvement ouvrier tout entier qui est visé... Cela relève de la simple solidarité d'autant plus nécessaire qu'en exil ces camarades ne peuvent guère se défendre et risquent d'être renvoyés devant la justice franquiste qui, nous l'avons vu il y a un mois, avec l'exécution de deux jeunes anarchistes au garrot, — supplice digne du Moyen-Age — maintient sa triste réputation.

Quant à ceux qui se disent les représentants de la classe ouvrière française, que peuvent bien signifier leur silence et leur inaction ? sinon qu'ils se soucient bien plus de leurs petits intérêts de boutique que des intérêts généraux de la lutte ouvrière.

## BOURREAUX D'ENFANTS

Comme chacun sait pour l'avoir constaté ou lu dans les journaux, la rentrée scolaire s'est faite dans des conditions lamentables. Faut-il le préciser, ce sont les enfants des ouvriers qui en pâtissent. L'enseignement technique court étant le « parent pauvre », la majorité des jeunes de plus de quatorze ans ne trouvent pas de place dans les collèges et sont chassés directement vers la production, sans avoir eu la possibilité d'apprendre un métier. Un seul exemple : en Lorraine, région où se pose le problème de la fermeture des mines et de la reconversion, 28,5 % seulement des besoins seront couverts dans l'enseignement technique (4.150 places sur 14.530 demandes), d'après les chiffres officiels. Comment ces jeunes sont accueillis dans la production ? Comment ils y sont traités ? Ceux qui travaillent le savent ! On n'hésite ni à les mettre sur les chaînes, ni à les exposer aux dangers.

Il y a des lois qui sont censées protéger l'enfance travailleuse. Mais dans quelle mesure ? Ainsi, sur les chantiers du bâtiment et de travaux publics, il est interdit d'employer des jeunes ouvriers de moins de 18 ans à des travaux en élévation... à moins que leur aptitude à ces travaux soit médicalement constatée (décret du 19-7-58). Mais en rappelant cette loi, le journal de l'Institut national de sécurité, de juillet 1963, nous apprend pudiquement que Jean-Pierre, Pierre et Daniel tous âgés de 16 ans, sont morts, le premier en tombant d'un toit, les deux autres d'un échafaudage. La semaine dernière, sur un chantier de Saint-Avold (Moselle), un manœuvre de 15 ans, Bernard Munch, a fait une chute mortelle d'un échafaudage à 20 mètres de hauteur. Dans ce département de la Lorraine, Bernard était peut-être l'un de ceux à qui l'accès aux écoles était resté interdit.

L'enfance malheureuse, ce ne sont pas seulement les petits qui dans des taudis surpeuplés souffrent de la misère matérielle et souvent morale. Ce sont aussi les plus grands qui, au lieu d'être promis à un avenir meilleur, apprennent de bonne heure la misère et les souffrances de l'exploitation capitaliste.

## Une histoire attendrissante

**Attendrir la viande constitue un véritable ensemencement en profondeur. Les morceaux non écoulés le soir devront être détruits. La partie coupante appelée peigne ne devra être utilisée qu'une fois sur deux pour être nettoyée, puis trempée dans un liquide aseptisant.**

**Or, antérieurement, il s'en vendait plus de 2.000 par an. C'est ce que nous apprennent les journaux à la suite de la légalisation par le gouvernement gaulliste de l'emploi de cet appareil. Non seulement, nous sommes exploités, imposés, mais en plus, très sérieusement, on légalise notre empoisonnement.**

**Nous faire manger de la carne pour faire baisser le prix du bifteck, voilà le plan anti-hausse !**

## *LA SEULE PROMOTION*

**C'est avec enthousiasme que la presse nous a appris qu'un menuisier de 34 ans a été récemment reçu à l'agrégation d'histoire, géographie. De bons esprits verront là, la preuve que la promotion sociale est une réalité, que chacun peut arriver là où il veut à force de volonté.**

**Mais la rareté du fait, la place même que les journaux lui ont consacrée montre bien tout ce que cela a d'exceptionnel.**

**Sans parler de ceux qui travaillent depuis 15 ans et pour qui il est pratiquement impossible de faire les moindres études. Il n'y a déjà qu'à voir les efforts qu'il faut déjà déployer pour suivre un malheureux cours du soir, n'oublions pas que sur les bancs de l'université il n'y a que 4 % de fils d'ouvriers. Il ne faut pas se faire d'illusions ce n'est que lorsque nous serons tous ensemble libérés de l'oppression de la société bourgeoise que pourra naître une société où chacun aura droit à l'instruction et à la culture.**

**PERMANENCE :**

**Tous les SAMEDIS**

**de 16 h. à 20 h.**

**29, rue Château-Landon**

**Paris-X^e^**

## *Refusez le programme*

*Le directeur de la « Vie Française », journal de la haute finance, eut récemment l'occasion de se manifester sur les écrans de la télévision française.*

*Il faut dire tout de suite que le personnage en lui-même n'est guère sympathique, que sa morgue et son air sûr de soi ne lui ont pas assuré d'entrée la bienveillance des téléspectateurs.*

*Mais de plus, notre quidam expliqua tout haut ce que le gouvernement pense tout bas, d'où force commentaires le lendemain et plutôt du genre aigre-doux.*

*Il a été question tout le long de cet atroce exposé des mesures que le gouvernement envisageait de prendre pour stopper l'inflation.*

*Pas question évidemment de réduire les énormes dépenses militaires servant à financer la fameuse force de frappe ; l'une des principales raisons pour laquelle l'Etat fait fonctionner la planche à billets... Par contre, le gouvernement envisagerait de réduire le service militaire de 18 à 14 mois, afin de compresser le budget militaire.*

*Mais tenez-vous bien, savez-vous pourquoi ce beau geste ? Afin de libérer plus tôt du service une partie des hommes du contingent qui viendront ainsi peser sur le marché du travail, permettant à ..os bons patrons de faire baisser les salaires, ce que la pénurie actuelle de main-d'œuvre les empêche de faire.*

*Il a également été question du fait que les Français consommaient trop, qu'il fallait envisager sérieusement de se mettre la ceinture, et si l'expression elle-même n'a pas été prononcée, elle a été pensée si fort qu'on pouvait presque l'entendre.*

*C'est ainsi que le gouvernement envisage de nous faire payer ses dépenses. A nous de répondre comme il convient, car ce beau programme ne sera appliqué que si nous nous laissons faire.*

## LES PROLÉTAIRES N'ONT PAS DE PATRIE

L'importation massive de main-d'œuvre étrangère décidée par le gouvernement dans l'intention délibérée de peser sur les salaires fait craindre à certains d'entre nous de nombreuses difficultés pour nos luttes futures contre le patronat.

En fait, ces préjugés (car ce sont des préjugés entretenus par la bourgeoisie et ses valets) n'ont d'autre but que d'opposer les ouvriers entre eux. Alors que les gouvernements des divers pays s'opposent quelquefois sur le plan politique, ils sont néanmoins toujours d'accord pour exploiter en commun la classe ouvrière.

Mais nous ne devons pas craindre cet afflux de travailleurs étrangers comme un obstacle à nos luttes. S'il en était besoin nous pourrions rappeler que les 200.000 mineurs en grève l'hiver dernier étaient pour plus de la moitié composés d'étrangers. Et d'autres exemples comme celui de la grève aux Asturies dans un pays où la grève est interdite... Ces camarades qui viennent ou qui viendront travailler à nos côtés, nous devons nous intéresser à leurs problèmes, les entourer de notre sympathie. C'est en luttant, par exemple, pour que leurs salaires soient les mêmes que les nôtres que nous serons à même de les élever tous.

*Important :*

**ADRESSER TOUTES CORRESPONDANCES A :**

**" VOIX OUVRIÈRE "**

29, rue du Château-Landon - PARIS-X^e^

**FONDS : M. SCHROEDT, 29, rue Château-Landon**
**PARIS (10^e^) - C. C. P. Paris, 9.424.78**

# RÉGIE RENAULT (Billancourt)

## LES GOGOS

Voilà qui ne s'est jamais vu. Voilà un des miraculeux effets de cette miraculeuse baisse gouvernementale : la Régie rembourse les clients qui lui ont acheté des voitures durant la courte période de hausse... qui provoqua la baisse. Bien sûr, il faut préciser qu'il s'agit de la R 4 Standard qui se vend peu, et de la Dauphine. Mais tout de même quel beau geste !

Les autres modèles touchés par la hausse et oubliés par la baisse, se vendent et se fabriquent à gogo, mais n'entrent pas dans le rigoureux, le complexe, l'astucieux plan de « stabilisation ».

Cela rappelle la trop fameuse supercherie des indices qui entrent dans le calcul du SMIG. Tout augmente sauf ces articles privilégiés et pour la plupart inconsommables.

Bref, la Régie réussit là un joli tour de passe-passe et une remarquable opération publicitaire aux moindres frais. Et c'est toujours les gogos qui payent.

## LA ROULANTE

Connaissez-vous les romanichels ? Aimeriez-vous partager leur vie ? Voilà une question que l'on a oublié de poser aux employés du Bât. A. Et pourtant, c'est un spectacle curieux que de les voir monter au restaurant pour redescendre quelques minutes après, assiettes pleines à la main et se diriger vers leur chaise, faute de place au mess. Encore les romanichels ont-ils une énorme compensation : ils sont libres, eux ! Et ces bienheureux nomades ont le droit d'aller curer leurs gamelles où bon leur semble. Les employés Renault n'ont que le droit de manger avec célérité et minutie. Car il ne s'agit pas de salir, graisser ou tâcher les bureaux !

On n'a pas encore inventé la machine fonctionnelle qui permettrait de manger tout en travaillant et qui faisait tant souffrir Charlot dans « les Temps Modernes », mais c'est déjà un premier pas. Puisqu'il n'y a plus de place dans le restaurant, pourquoi ne pas faire manger le personnel à son poste et transformer les mess en bureaux ? Cela gagnerait de la place et du temps.

Encore un petit effort et grâce à des sièges-bascule, les employés Régie pourraient passer sur place les jours et les nuits de leur belle vie d'exploités !

De temps en temps quand même, on ouvrirait les fenêtres !...

(V.O. R.N.U.R.)

## VIVENT LES 40 HEURES !

Bien que l'usine tourne sans arrêt de 6 h. 30 du matin à 11 h. 30 le soir, des bruits insidieux propagent la crainte d'une diminution du travail en octobre, avec bien entendu une réduction des horaires. Ce n'est pas nouveau. Depuis des années, malgré une production toujours accrue, cette « menace » plane sur nous, ce qui permet à la Direction d'escamoter le fait que la semaine légale est toujours de 40 heures et que c'est en travaillant 40 heures que nous devrions gagner ce salaire minimum qu'elle nous donne actuellement contre 48 heures de travail.

Dans les accords signés au début de cette année, la Direction promettait un retour, progressif il est vrai, à la « durée hebdomadaire légale du travail », mesure devant compléter et couronner l'octroi des quatre semaines de congés payés.

Le retour aux 40 heures ne peut se comprendre que sur la base du salaire effectif actuel de 48 heures. La réduction des horaires ne signifie donc pas réduction des salaires, mais au contraire hausse des salaires, et hausse substantielle. C'est pourquoi la Direction, malgré ses promesses, n'est pas pressée de revenir à la durée hebdomadaire légale du travail.

Que certains ouvriers redoutent la diminution des horaires, cela prouve qu'ils ne croient pas à la bonté patronale. Le retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire ne se réalisera que le jour où nous l'imposerons. Il est grand temps de nous y préparer.

## COUPEZ-LEUR LEUR ZELE !

**La Régie est une grande usine, il y a des gens qui rentrent et qui sortent à toute heure du jour et de la nuit, et on n'entre pas à l'usine comme dans un moulin. Tous les jours pendant des années, il faut montrer patte blanche. On ne sait jamais, il pourrait peut-être y entrer quelqu'un qui n'a rien à y faire. Enfin c'est le règlement. On finit par s'y habituer, ça devient même automatique.**

**Mais voici que ça ne suffit plus ; il faut maintenant répondre à tout un tas de questions. On a beau être physionomiste, on compte tout de même plus de 30.000 personnes à Billancourt ; alors il faut réciter tous les jours la même leçon.**

**Allons, un peu de pudeur, on veut bien faire la paye à certains, mais qu'au moins ils aient la reconnaissance du ventre.**

## SALADE RUSSE

*C'est certainement avec le souci de nous en donner pour notre argent que les restaurants du C.E. nous ont servi la semaine dernière, le petit salé avec ses habitants. Les mêmes négligences ont été remarquées en ce qui concerne la salade et le choux-fleur.*

*Serions-nous en train d'assister à une compression de personnel au C.E. ou à une accélération des cadences pour que l'hygiène la plus élémentaire ne soit pas respectée... ?*

*Rappelons simplement aux responsables qu'il n'en a pas fallu plus pour faire du Potemkine un cuirassé révolutionnaire...*

*(V.O. R.N.U.R. - Dép. 37).*

## TROUPES FRAICHES

Les longues heures de travail sur des machines aussi pénibles que les presses sont la cause d'un nombre élevé d'accidentés et de malades. Les absents pour maladie ou accident représenteraient la valeur d'une équipe. A croire que nous ne coûtons pas cher à la Direction, pour qu'elle puisse se permettre un tel « roulement ». Il est question de mettre maintenant de plus en plus sur ces presses des Africains, main-d'œuvre nouvellement embauchée. S'avèreront-ils plus endurants que les Italiens ? En tout cas, frères en esclavage, nous devons autant que possible les prévenir des précautions à prendre en matière de sécurité et surtout... ne pas leur donner l'exemple des cadences.

## ETRE A LA HAUTEUR...

**Plus ça va, plus la RNUR nous considère comme des sardines : le personnel des bureaux augmente sans cesse, mais, hélas ! les murs ne s'écartent pas.**

**Ce qui fait que petit à petit, on en arrive à être coincé par ses voisins. Ce n'est déjà pas gai de passer sa journée chez Renault, mais ça l'est encore moins quand on n'a pas la place nécessaire pour travailler.**

**On pourrait peut-être demander à un bureau d'études de trouver le moyen de disposer les bureaux en hauteur, comme des lits à étages, ce qui permettrait d'en mettre encore un peu plus !**

**(V.O. Bureau R.N.U.R.)**

# SAVIEM (St-Ouen)

## C'EST LE MOMENT

On parle beaucoup de décentralisation et même de déménagement, selon certains bruits, dès le mois de mai, certaines machines seraient transportées du côté de Caen, ou même de Limoges, on ne sait pas trop. On ne sait pas où iront les machines, on sait encore moins où nous irons, nous. Et cette incertitude crée un climat pénible. En attendant, en prévision de ces futurs chamboulements, la Direction constitue des stocks. Partout on fait de l'avance, l'horaire quotidien est passé de 7 h. 30 à 10 h. 30, au villebroquin ils font même 11 h. et plus. Bien sûr, ces heures ne sont pas obligatoires, mais presque, et on sait bien nous le faire comprendre. Comme la production n'est quand même suffisante, on embauche tous les jours à tour de bras. A première vue, on pourrait croire que la Saviem est en pleine expansion.

Mais nous que sommes-nous dans tout cela ? Aujourd'hui la Direction a besoin de nous, elle nous fait travailler 50 et même 60 heures pour mieux nous rejeter demain. Ce n'est pas en faisant des heures aujourd'hui que nous garantissons notre emploi de demain. C'est même tout le contraire. Nous devons prendre conscience de cela, car si la Direction a besoin de nous en ce moment, cela nous place en position de force. C'est le moment de demander augmentation de salaire, garantie de l'emploi et précision quant à notre avenir. Demain il sera trop tard. Si nous n'y prenons garde, tout se fera dans notre dos, et sur notre dos.

Camarades, cela demande que nous y réfléchissions, que nous en discutions entre-nous, afin de préparer sérieusement la lutte que nous aurons à mener.

(V.O. - Saviem.)

# UCLAF (Romainville)

## LES PEPINS D'UCLAF

**L'hiver dernier nous n'avions pas de salade à la cantine, c'était trop cher. Cet hiver nous en aurons peut-être, mais si elle a le même goût qu'en ce moment le résultat sera le même pour nous. On nous a donné toutes les explications concernant le goût pour le moins spécial de la salade. On nous a même dit : « c'est de l'huile d'olive ! » Puis on a truffé la salade d'oignons pensant ainsi que le goût des uns neutraliserait le goût des autres.**

**Nous avons fini par savoir que c'était l'huile de pépins de raisins fabriquée par « la CEPRA » filiale d'une des sociétés qu'UCLAF à absorbée et avec laquelle il a rencontré beaucoup de difficultés dans la mise au point technique et industrielle de ses fabrications » (Uclafilm du 5-9-63).**

**L'énorme publicité engagée par UCLAF pour vendre son huile de pépins est restée vaine. Alors le patron voudrait que nous remplacions les acheteurs manquants en payant nos repas tous les jours, et que nous servions de cobayes pour le perfectionnement de son huile.**

**Si l'expérience réussit, nous serons un exemple donné pour la publicité. Si elle ne réussit pas... Mais mieux vaudrait ne pas attendre, et refuser tous de manger de la salade ; le travail comporte déjà suffisamment de risques pour que nous n'allions pas en courir un supplémentaire à la cantine.**

## NOUS VOULONS SAVOIR

Le numéro 22 d'Uclafilm nous apprend la mort au travail d'un ouvrier de l'usine de Vertolaye, M. Terme. L'article du journal local « La Liberté » relatant l'accident et qui nous est reproduit nous stupéfie par l'absence totale d'information réelle. Après la lecture de cet article, non seulement nous ne connaissons pas les raisons pour lesquelles M. Terme aurait introduit une spatule dans l'essoreuse en marche, mais même les causes matérielles de la mort restent inconnues. M. Terme a-t-il été frappé par le panier de l'essoreuse en marche, asphyxié par les vapeurs se dégageant de l'essoreuse ouverte, électrocuté ? Nous n'en savons rien.

L'enquête se poursuit, nous dit-on... depuis le mois de juillet. Nous attendons de lire dans le prochain Uclafilm toutes les informations qu'aura pu fournir cette enquête.

(V.O. - UCLAF.)

# SNECMA (Paris-13e)

## NOTRE PROBLEME A TOUS

Quelques jours avant les vacances, des techniciens travaillant à Villaroche ont été prévenus qu'ils seraient mutés à Bordeaux début septembre. Ils devaient donner leur accord dès la rentrée sinon la direction ne garantissait plus leur emploi.

Ces techniciens ont demandé des garanties : logements, salaires, abattements de zone et promotion.

La direction a réussi à faire pression sur quelques-uns qui sont déjà à Bordeaux dans des conditions lamentables.

D'autre part, on parle de plus en plus, pour nous à Kellerman, de transférer certaines fabrications à Corbeil.

Quand on voit de quelle façon la direction s'y prend pour nos camarades de Villaroche, on peut dès maintenant préparer nos arguments et les moyens de les faire aboutir face à l'attaque de la direction. Si la SNECMA veut fabriquer des fusées à Bordeaux ou à Corbeil, ce n'est pas à nous d'en faire les frais. La direction doit au maximum faire appel au volontariat avec les compensations nécessaires.

## PRENDRE LE TEMPS ...DE VIVRE

Soucieuse de notre sécurité, la direction a prévu des affiches dans les escaliers avec un beau dessin nous expliquant ce qu'il ne faut pas faire — courir dans les escaliers. Avec ses affiches sur la sécurité, que ce soit dans les ateliers ou dans les escaliers, la Direction met sa conscience à l'abri à bon compte. Si beaucoup d'entre nous courent le soir pour quitter leur travail, les raisons en sont simples : 10 heures par jour c'est beaucoup, les transports en commun surchargés, les habitations loin du lieu de travail, tout cela nous efforce à courir. Pour prendre le temps de vivre un peu, nous n'avons que faire des affiches hypocrites de la direction. Un seul moyen : les 40 heures !

# PANHARD (Paris-XIII)

## COMPARAISON

Panhard est le parent pauvre de l'industrie métallurgique. Il suffit de comparer avec les salaires de Thomson (février 1963) et Chausson (novembre 1962) pour voir les importantes différences de salaire.

Manœuvres : Chausson, 3,15 F ; Thomson, 2,75 F ; Panhard 2,45 F.

O.S.2 : Chausson, 3,34 F à 3,69 F ; Thomson, 2,94 F ; Panhard, 2,98 F à 3,15 F.

Pour Thomson, les ouvriers bénéficient en plus du 13e mois et de 6 % de prime mensuelle. Ces chiffres sont concluants bien qu'ils ne tiennent pas compte des augmentations survenues depuis.

Nous avons des salaires qui ne sont qu'à la mesure de nos luttes.

A nous de conclure.

## L'ESCLAVAGE MODERNE

La loi interdisant les amendes a amené les patrons à trouver un autre moyen pour nous punir et nous taxer. La prime qui n'est qu'une partie de notre salaire permet légalement de faire un chantage abject. Cette prime maigrit à vue d'œil pour bien des raisons : pour fait de grève, pour les jours de maladie, pour un retard, pour des malfaçons.

A la 65, deux camarades régleurs ont eu ainsi une perte de la moitié de leur prime, sanction pour des pièces ratées.

Le patronat nous traite comme des gamins en agitant les punitions en guise de trique. La seule garantie que nous pouvons revendiquer c'est l'incorporation des primes au salaire et un salaire mensuel pour tous.

## L'ENTRAIDE OUVRIERE

Un camarade espagnol avait obtenu, avant de partir en vacances (il comptait rester chez lui plus de 4 semaines), l'assurance qu'il serait repris à la rentrée. Or, à son retour d'Espagne, on lui signifia qu'il ne faisait plus partie de la maison. Comme cet ouvrier logeait au foyer Panhard, il en fut également rejeté et n'eut plus que la ressource d'aller dormir sous les ponts de la Seine.

Voilà un bel exemple de l'exploitation capitaliste. Mais il y a plus d'un siècle, les ouvriers avaient déjà inventé les organisations d'entr'aide. L'organisation, c'est le besoin élémentaire de tous les travailleurs que ce soit pour loger un camarade à la rue ou pour défendre nos conditions de travail.

(V.O. - Panhard.)

# CHAUSSON (Gennevilliers)

## LUTTER SERIEUSEMENT !

**Pendant que Chausson ramasse tranquillement ses profits, qu'il se prépare même à les accroître en lançant la nouvelle Panhard, notre niveau de vie baisse aussi rapidement que se remplissent les coffres de la S.U.C.**

**L'aumône que la Direction nous avait faite en avril dernier (8 %, qui seront incorporés dans le salaire de base en février 1965) est tellement imperceptible que la Direction a dû reconnaître dans le préambule des accords-maison : « ...Les variations en hausse du coût de la vie influencent défavorablement la situation des travailleurs... « Mais cette déclaration d'intention, qui ne lui coûte rien ne saurait remplacer ce qui nous manque dans nos salaires.**

**Actuellement, pour combler le retard de notre pouvoir d'achat et revenir à la situation d'avant les vacances, on nous dit qu'il faudrait 25 centimes, revendication mise en avant par les syndicats, il y a quelque temps. Même en supposant qu'on les obtienne, il est clair que nous reviendrons à un salaire qui se trouvait déjà en retard par rapport à la hausse du coût de la vie. C'est dire à quel point il serait illusoire de rentrer dans le cycle sans fin des « rattrapages ».**

**1 F de l'heure ou 200 F par mois c'est donc l'objectif que nous devons mettre en avant et nous préparer sérieusement à l'obtenir. Car il ne suffit plus de parler à longueur de tract de nos conditions de vie qui se dégradent, il s'agit maintenant d'envisager les moyens de les améliorer.**

**(V.-O. Chausson)**

# CITROEN (Région parisienne)

## ÇA S'ECROULE

A Saint-Charles, nous pouvons être fiers, nous sommes dans un des coins les plus vieux de l'usine. Ceci nous donne droit à avoir un sol qui, sous le poids des pièces entassées, risque à chaque instant de s'écrouler.

A quand l'exécution des promesses qui avaient été faites l'an dernier ?

Si les cours en bourse des actions CITROEN s'effondraient aussi vite que le sol de Saint-Charles, peut-être bien qu'ils feraient quelque chose...

## ECONOMIE SUR NOTRE PEAU

**A Saint-Charles, aux fraiseuses, nous avions des gants en caoutchouc pour travailler que nous devions remplacer souvent vu leur usure rapide.**

**Mais le bruit court qu'à partir du mois d'octobre la direction supprimerait purement et simplement cette protection.**

**Sans doute, cette mesure correspond à la politique d'économie de la maison et on peut penser qu'elle a fait ses calculs : la peau de nos mains sera remboursée par la Sécurité sociale, donc pas la peine de payer des gants !**

**(V.O. Citroen)**

# PEUGEOT (Sochaux)

## BARNUM-CIRCUS

Lors de la dernière réunion du C.E., un numéro de haute voltige a été exécuté par le nouveau directeur de nos usines (sic).

Dans un temps égal à plus de 6 heures, devant nos représentants, transformés en pâles figurants, le comédien vedette, acrobate des statistiques, a tenu le crachoir.

Ceux qui défendent nos conditions de travail et de vie n'ont pu en placer une.

Deux questions importantes étaient à l'ordre du jour :

1) l'augmentation des salaires.
2) le temps de travail.

Ce fut une avalanche de chiffres, de statistiques ; concurrences nationales et internationales (Renault, Citroën, Allemand, Japonais, etc.), tout le monde y a passé, « il faut investir, se serrer la ceinture ou la maison fait la culbute » (sic).

Quand ce maître de la langue, jongleur de statistiques, nous dit que notre pouvoir d'achat a augmenté par rapport à 1936, il essaie de nous berner. Notre pouvoir d'achat n'a sûrement pas augmenté car :

1) en 1936 on travaillait 40 h. le pouvoir d'achat d'une heure actuelle ne vaut certainement pas celui d'une heure de 1936.

2) Quand on parle pouvoir d'achat, il faut aussi le placer en face des besoins, ceux-ci ont changé : frigo, machine à laver, devraient dorénavant entrer dans le S.M.I.G.

Que ce soit Rougé ou Taylor, l'orientation est celle du patronat et du gouvernement. Ces deux compères ont été formés à l'école du capital. Si le premier disait « niet » sans discuter, le second disait « niet » également mais après un baratin du tonnerre. Son but principal c'est l'association capital-travail, endormir l'adversaire, essayer de faire coopérer le C.E. à l'accélération des bénéfices de ses maîtres.

Baratin ou pas, ce ne sera pas devant une table ronde que le problème sera réglé, c'est une question de rapport de forces. A nous de le comprendre. Nous ne devons pas faire les frais de la concurrence capitaliste. Ce que nous demandons, c'est de pouvoir vivre sans faire d'heures supplémentaires ou du travail noir. Il nous faut donc au minimum 200 F par mois d'augmentation ou 1 F de l'heure. Pour obtenir ce résultat ne nous faisons pas d'illusions, il faudra y mettre le prix.

(V.O. PEUGEOT)

# P. et T. (Grenoble)

## AUX ECOUTES

Au téléphone, tout le monde s'impatiente : devant les guichets les gens pressés font la queue... il n'y a que 2 ou 3 téléphonistes pour satisfaire les demandes de communications. L'économie de la direction sur les salaires n'encourage personne à se présenter aux Postes et Télécommunications et la direction s'en moque puisque de toute façon le travail est assuré.

Que lui importe que nous soyons surmenés ? le jour où nous n'accepterons plus de pallier par notre dévouement l'incurie de l'administration, le jour où nous ferons uniquement notre travail sans nous mettre en 4 pour combler les vides, la direction sera bien obligée de songer à la question.

(V.O. P. et T.)

# BERLIET (Lyon)

## FAUX DEPART

**La course aux revendications est engagée chez Berliet.**

**« Et ça démarre » avait titré il y a 15 jours la CFTC. Dans un autre tract, commun à la CGT et la CFTC cette fois, ces deux syndicats proclamaient solennellement leur « engagement public d'orienter ensemble et avec soin le combat uni de tous les salariés Berliet et de les consulter à toutes les phases de la lutte ».**

**Où en sommes-nous à l'heure actuelle ?**

**La grève des caristes, qui était censée « ouvrir la voie » s'est terminée sur la promesse de la Direction d'engager une discussion. Cet engagement, d'ailleurs n'a duré que le temps de le prendre ; prenant prétexte d'une tentative de débrayage limité à la C.D.E., la Direction s'est désistée de sa promesse.**

**Nous voici au point de départ, une fois de plus**

**Quelles conclusions tirent les syndicats de ces actions fractionnées et chaotiques ? Un tract commun CGT-CFTC diffusé le jeudi 19 lance le mot d'ordre : « Tous ensemble dans l'action — mais à des moments différents », et ceci après la démonstration suivante : « Une chose est claire, la Direction l'a elle-même avoué à tout prendre, et bien qu'elle préfère le calme, elle souhaite des actions générales. Les faits prouvent qu'elle craint les actions tournantes qui sont plus efficaces, compte tenu de l'organisation de sa production ». Et comme preuve de l'efficacité de cette méhode, les deux syndicats n'hésitent pas à invoquer les 2 % accordés par la Direction à la suite, paraît-il, des mouvements fractionnés du début du mois.**

**En fait, il est clair pour la plupart d'entre nous que les 2 % font partie de l'habituelle carotte d'automne. Et si la Direction a reculé, cela n'est pas en notre faveur, mais en la sienne, puisqu'elle revient en arrière par rapport aux 4 % qu'elle nous avait promis avant les vacances. En vérité, la tactique syndicale exigera de nous des efforts inutiles et mènera tout droit à l'échec. Pendant les vacances, Berliet — qui avait, lui, préparé le rendez-vous de septembre — a constitué des stocks de pièces dans tous les ateliers. Un débrayage limité à un seul coin non seulement ne le gênera pas, mais lui donnera le prétexte pour lock-outer tout l'atelier. Les syndicats se gardent bien de nous préciser les moyens qu'ils ont trouvés pour empêcher le lock-out, et pour éviter une situation analogue à celle qui s'est produite pendant la grève des boîtes de vitesses. Et ce n'est pas étonnant puisqu'il n'y a qu'un seul moyen, c'est le mouvement général.**

**On nous avait trop parlé de ce fameux « rendez-vous de septembre ». Mais pendant qu'on discute notre niveau de vie continue à baisser malgré le plan anti-hausse. Pourtant, nous sommes prêts à lutter ; les rares ordres de débrayage général ont été observés à plus de 80 %. Seulement il nous faut des mots d'ordre précis et unifiés à l'échelle de l'usine (à défaut de mots d'ordre à l'échelle nationale). Il faut que ceux qui sont censés nous représenter comprennent qu'en face du patron, notre seule force est notre nombre et notre détermination.**

**Les syndicats nous ont promis de nous consulter à « toutes les phases de la lutte ». Qu'on commence donc à nous consulter à la phase la plus décisive et à ne pas nous imposer d'en haut des méthodes que la majorité d'entre nous désapprouve.**

**(V.O. Berliet)**

# NEYRPIC

## NOTRE DETERMINATION FERA NOTRE FORCE

Glasser poursuit sa manœuvre d'intoxication psychologique. Aucun de nous ne sait encore s'il sera de la fameuse charrette des condamnés. On nous laisse miner dans l'incertitude.

Certains tentent de parer le coup en cherchant un second travail, quitte, quelquefois à doubler leur journée.

Que la direction cherche à nous démoraliser au maximum, c'est son jeu. Mais si nous partons battus à l'avance (et c'est avoir un moral de vaincu que de demander l'affichage dans l'usine des listes d'emplois disponibles dans la région), le patron est sûr d'avoir le dernier mot.

**OR NOUS NE SOMMES PAS BATTUS** tant que les mesures **prévues par la Direction ne sont pas appliquées, tant que nous restons dans l'usine, rien n'est perdu.**

**Si nous montrons que nous sommes décidés à y rester (et nous ne sommes pas seuls à avoir ces problèmes : à la Saviem, aux Câbles de Lyon, etc. le patronat parle de licenciements), nous aurons à mener une lutte serrée face au patronat : la docilité, avec l'espérance que les coups tomberont sur le voisin, n'est pas la solution, parce que de toutes façons, même ceux qui passeraient au travers cette fois ressentiraient les contrecoups de cette victoire patronale : Glasser ne s'en tiendrait pas là, et en particulier profiterait de l'avantage ainsi acquis pour renforcer les conditions d'exploitation et s'attaquer à nos conditions de vie.**

**D'ailleurs il ne cache pas que c'est le but qu'il recherche.**

**De notre victoire dépend le maintien pour** tous **de nos conditions de vie.**

**Il n'y a de Directeur de « droit divin » que pour ceux qui plient l'échine, et pour nous il y a de durs combats, mais jamais de combats perdus d'avance.**

**(V.O. NEYRPIC)**

# CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (Saint-Nazaire)

## IL FAUT CHANGER LE REGIME

Le capitalisme ne permet plus aux capitalistes de subvenir à leurs besoins. C'est Pinczon qui nous l'assure dans un compte rendu du Conseil d'Administration porté docilement par le Comité d'établissement à la connaissance des esclaves du Chantier de l'Atlantique.

Les Chantiers navals français, en dépit de l'aide gouvernementale (qui couvre largement la dépense des salaires) ne sont pas compétitifs sur le marché international, et tous les marchés conclus à l'étranger sont déficitaires. Partout, plus le carnet de commandes se garnit, plus grand serait le sacrifice des actionnaires : qu'ils sont donc méritants ces gens des 200 familles !

Il subsiste heureusement des opérations plus lucratives : la force de frappe par exemple et Pinczon laisse percer le bout de l'oreille... Travailler pour Pierrelate (voir USSI) permet de réaliser un bien plus gros chiffre d'affaires avec beaucoup moins de personnel. On néglige la « plus-value » pour recourir à la spéculation ; à la mise à sac des richesses produites par les travailleurs par les larrons gaullistes politiques et industriels.

Il y aurait une solution avantageuse pour les travailleurs ; basculer le système d'appropriation individuelle par la **grève générale**. Mais à cette solution les dirigeants ouvriers préfèrent la coexistence pacifique entre patrons apeurés et eux, par le truchement des comités d'entreprise à la faveur des démarches spectaculairement inutiles auprès d'une série de fantoches qui suent la corruption.

La préparation des élections professionnelles accapare les gesticulateurs au point de leur faire oublier les revendications. Mais les travailleurs prennent conscience de la situation et l'avenir réserve des surprises...

(V.O. Chanotiers.)

# CHEZ LIP (Besançon)

## LIBERTE, EGALITE, ETC.

Les délégués se plaignent parfois de l'indifférence des travailleurs devant leurs efforts. En sens inverse, le personnel ignore souvent, ou apprend avec beaucoup de retard, l'action que mènent les délégués.

Cet isolement, cette indifférence sont presque toujours le résultat d'un manque d'informations, d'une absence de contact permanent entre les délégués et ceux qui les ont mandatés.

Au retour d'une réunion avec le patron, chaque délégué en parle aux quelques ouvriers qui l'entourent ; et l'information s'arrête là. Ou bien c'est la presse syndicale qui informe partiellement les travailleurs... avec 2 à semaines de retard, selon son rythme de parution. Il existe cependant deux moyens d'aviser rapidement le personnel de ce qui l'intéresse :

1. — **La réunion** : lorsqu'après une entrevue avec la Direction, par exemple, une décision doit être prise immédiatement, c'est tout de suite et sur place que les délégués doivent demander aux travailleurs de décider de leur position et de la réponse à donner au patron.

Bien sûr, ces réunions pendant le temps de travail et sur le lieu du travail, ne semblent pas très légales ; mais cette légalité-là est instituée par les patrons, et nous sommes assez nombreux pour lui opposer nos lois à nous, si nous avons conscience qu'elles nous sont nécessaires.

2. — **Le panneau d'affichage** : quand le patron veut nous faire savoir quelque chose, il l'affiche. Quand les délégués veulent nous rendre compte de leur mandat... ils doivent soumettre à la Direction pour approbation, les textes qu'ils désirent porter à notre connaissance ; et c'est ainsi que ,sur le panneau réservé aux délégués, figure seul — ou presque — le prix de vente des pommes de terre, cette information ne compromettant personne.

Il serait non seulement normal, mais indispensable que chaque démarche des délégués soit portée à la connaissance de tous, dans les 24 heures, que chaque entrevue avec la direction soit relatée en détail.

Là aussi, le règlement qui porte atteinte à la plus élémentaire liberté syndicale est fait par le patron, et au mieux de ses intérêts il est certain qu'il ne consentira jamais de bon gré à le supprimer.

Si nous sommes **tous d'accord**, et prêts, pour soutenir nos délégués lorsqu'ils revendiquent la liberté de l'information dans l'entreprise, nous pouvons imposer notre légalité à nous.

(V.O. LIP)

# CABLES DE LYON (Lyon)

## LA DECISION NOUS APPARTIENT !

Le climat s'aggrave continuellement aux Câbles depuis la rentrée : licenciements, mutations se poursuivent tandis que parallèlement on embauche.

Les menaces, au lieu de susciter la réaction collective qui seule serait efficace, produisent un effet contraire. Certains de nos camarades essayent de se débrouiller tout seuls pour éviter de figurer dans la charrette. D'autres vont jusqu'à partir d'eux-mêmes avant d'avoir reçu un avis soit de mutation, soit de licenciement. Cette attitude leur fait du tort, car ce sont eux alors qui doivent donner leur préavis. Evidemment, cette position paraît excusable vu la carence manifeste et les hésitations des directions syndicales.

Les responsables (sic) syndicaux qui font leur un tel état d'esprit partent battus d'avance !

La lettre au maire et aux élus adressée conjointement par les deux centrales le prouve bien, puisqu'elle demande — déjà ! — que la ville envisage de reclasser les personnes licenciées.

Il nous faudra donc, nous mêmes, syndiqués ou non, nous qui sommes menacés, prendre en mains nos affaires. Le premier pas à faire dans ce sens, c'est de nous réunir et de nous concerter sans discrimination de catégorie, de hiérarchie ou d'appartenance syndicale. C'est seulement ainsi que nous pourrons voir exactement où nous en sommes, élaborer démocratiquement les formes de lutte les plus adéquates et les mettre en application.

La Direction entretient délibérément une atmosphère de panique. Mais si nous sommes décidés, si nous prenons conscience de notre force, si nous sommes capables de nous organiser nous-mêmes devant la carence de nos directions syndicales, nous pourrons l'emporter, non pas, pour obtenir un « bon » reclassement, mais pour pouvoir dire :

« NON AUX LICENCIEMENTS ».

(V.O. Câbles de Lyon)

# QUAIS ET DOCKS (MARSEILLE)

## LA SOURICIERE

Les compagnies, pour faire faire le travail sale des quais (chargement et déchargement du charbon, de la poudre d'aluminium, du noir de fumée, etc.) à moindre frais nous donnent une prime variable suivant les marchandises, mais de 10 centimes par tonne en moyenne, et ont désigné parmi les occasionnels, quelques dizaines de dockers attendant leur carte de professionnel à qui elles ont distribué généreusement des cartes de « salissante », jaunes, qui les désignent d'office et obligatoirement, à l'embauche, et qui leur sont attribuées à vie.

Si, au cas où certains ne se sentiraient pas comblés d'avantages : ils ont, quand il n'y a pas de travail sale, priorité d'embauche sur les occasionnels, mais les cartes vertes ont la priorité sur eux, et qu'ils refusent ce « cadeau », ils se retrouveraient à nouveau, sans espoir d'en sortir malgre la loi des 3 ans, dockers occasionnels.

Mais gageons, puisqu'il faut bien faire ce sale boulot, que si la direction fournissait des vêtements de protection, et que si nous organisions des équipes remplacées toutes les deux heures, on trouverait beaucoup plus de volontaires. Les compagnies ne peuvent faire ce chantage aux « salissantes » que parce qu'elles disposent d'une immense main-d'œuvre au chômage presque permanent qui vient tous les matins à l'embauche.

En fait, ce qu'il faut c'est une embauche permanente du maximum de dockers utilisables avec un salaire mensuel garanti, et la répartition du travail.

(V.O. Quais et Docks).

# SMPA (Montoir-de-Bretagne)

## UN « OUBLI » PEUT-ETRE ?

*La mort, pendant son travail, d'un camarade de l'Ussi, il y a une dizaine de jours, met une fois de plus en évidence la légèreté avec laquelle la Direction s'occupe de notre sécurité.*

*Il y a bien une infirmière, mais comme on ne peut la faire travailler 24 heures sur 24, le personnel de quart doit travailler sans qu'il y ait quelqu'un de compétent capable de pratiquer les soins d'urgence.*

*Il est scandaleux qu'au moment où notre camarade eut son malaise, il ait fallu aller chercher l'infirmière à la cantine, ce qui prit un certain temps. La Direction songe bien à nous faire travailler selon des horaires « anormaux » afin que ses machines tournent le plus longtemps possible et s'amortissent le plus rapidement possible, mais elle n'a pas « prévu » (où a-t-elle la tête ?) d'organiser les services de sécurité en conséquence.*

*La mort de notre camarade lui mettra peut-être la puce à l'oreille. Mais un mort, c'est déjà beaucoup trop !*

*(V.O. - SMPA.)*

# MICHELIN (Clermont-Ferrand)

## UN « BRIGAND » EN TRES BONS TERMES AVEC LE GOUVERNEMENT

Michelin serait en mauvais termes avec le gouvernement dont il craint de s'attirer les foudres par la formidable augmentation de salaire qu'il prépare : 5 centimes de l'heure, c'est certainement ce qui va accentuer l'inflation, c'est du moins ce que beaucoup de chefs disent ou laissent entendre. Ainsi, l'augmentation du siècle est-elle entourée du plus grand mystère. Certains ateliers ont déjà leurs cinq centimes, d'autres les attendent, et bientôt toute l'usine sera gratifiée d'une augmentation... au nez et à la barbe du gouvernement.

Allons donc ! Nous savons très bien que Michelin et le gouvernement gaulliste s'entendent très bien... pour museler nos revendications et empêcher toute augmentation sérieuse des salaires. Ces cinq centimes, il est inutile de le rappeler, ne règlent absolument rien. Pour vivre mieux, plus dignement, il nous faut 200 F par mois soit 1 F de l'heure.

(V.O. MICHELIN)

# FERMETURE ÉCLAIR PETIT-QUEVILLY

## LA SEULE FAÇON DE DEMANDER

Depuis très longtemps, les serveuses du restaurant se plaignaient de se retrouver souvent à effectif réduit et d'être obligées de faire le même travail qu'à effectif normal.

En effet, quand une serveuse était malade ou absente, elle n'était pas remplacée, quand une employée de la cuisine était dans le même cas, c'était une nouvelle serveuse qui partait du restaurant pour la cuisine. Ce qui fait que pour débarrasser les tables et faire tous les travaux de nettoyage, les serveuses restantes donnaient un « coup de collier » pour que le restaurant soit en totalité prêt à recevoir le lendemain les clients que nous sommes.

Seulement voilà, le « coup de collier » devenait de plus en plus nécessaire et malgré les nombreuses réclamations portées à la direction, aucune solution valable n'était apportée. C'est pourquoi au retour des vacances les serveuses décidaient de ne plus faire « d'extras » pour quelque motif que ce soit. De ce fait, par deux fois des restes de nourriture encombrant les assiettes n'étaient pas encore débarrassés à 17 heures. Ceci bien sûr amenait les lamentations du chef et de la direction qui, cette fois, commençaient à penser sérieusement, enfin, à trouver une solution évitant un supplément de travail pour les serveuses.

La solution était simple et tout le monde y avait pensé, c'était d'augmenter le personnel des usines et du restaurant. Seulement voilà, il aura fallu que les serveuses se soient montrées décidées à ne plus s'en laisser conter pour que la direction trouve la bonne solution.

Ceci ne fait que prouver une fois de plus que lorsque nous sommes au coude à coude et fermement décidés, la direction a vite fait de prendre en considération nos revendications.

V.O. Fermeture Eclair.

# CRÉDIT LYONNAIS (Paris-Richelieu)

## CONQUERIR OU MENDIER

Les prix augmentent sans cesse, il y a la rentrée scolaire à assurer, les impôts, le charbon à faire rentrer pour l'hiver.

Et notre paye est bien mince au Crédit Lyonnais.

Aussi chacun de nous attend-il le quart de mois en octobre pour être un peu dépanné.

Mais nous savons que tout cela ne résout rien et que le problème de nos salaires reste posé.

Les accords de janvier nous avaient apporté une légère amélioration ; mais, outre la hausse des prix, cette augmentation n'est que partie remise, puisque cette année la prime de bilan sera diminuée de 50 %.

Nous toucherons donc moins d'argent en 1964 qu'en 1963.

Comme d'autre part, il nous faudra maintenant attendre un siècle avant que le C.L. se montre « généreux », la seule solution est l'augmentation substantielle de nos salaires.

La revendication à mettre en avant est une somme fixe de 200 F par mois pour tous et non pas 12 % comme le font les syndicats.

12 % représentent peut-être le retard de notre pouvoir d'achat par rapport à 1957, mais pour les obtenir, il nous faudra nous battre de toutes façons. Et si nous devons nous battre, nous devons le faire pour quelque chose qui en vaille la peine, pour augmenter notre niveau de vie et non pour être à la remorque des prix.

V. O. Crédit Lyonnais.

# C. S. F. Issy-les-Moulineaux

## LE DRAPEAU DES PROLETAIRES

**« Une collecte sera effectuée... que la fraternité de classe qui unit tous les opprimés de France et du monde ne soit pas un vain mot » (« Le travailleur de la C.S.F. » distribué mardi 17).**

**Tous les opprimés du monde ont un drapeau commun et nous pouvions croire que la collecte serait effectuée dans celui-ci. Or, au lieu du drapeau rouge du prolétariat, c'est dans le drapeau de la bourgeoisie qu'étaient recueillis les fonds. Le drapeau qui flotte sur les commissariats et les prisons où sont parqués les militants espagnols récemment arrêtés. Le drapeau de la non-intervention de 1936, des camps de concentration pour les réfugiés espagnols de 38-39. Les trois couleurs qui ont traîné à tous les étals des boucheries impérialistes, des guerres coloniales, et des répressions de tous genres.**

**« Mais pour les mineurs asturiens l'argent n'a ni odeur, ni couleur et ils ne sauront pas s'il a été collecté comme ceci ou comme cela », nous dit-on. Bien sûr, mais il est des symboles dont l'abandon en dit long. Il ne nous reste qu'à donner en attendant le jour où « l'Humanité » remplacera la faucille et le marteau par le « V » et la croix de Lorraine !...**

**P.S. — Nous rappelons, à l'intention des ouvriers qui auraient quelque répugnance à verser leurs fonds dans la serpillère tricolore, le n° de C.C.P. du Secours Populaire : C.C.P. Geneviève Lorée : 16-451-46 - Paris.**

Directeur-Gérant : M. SCHRŒDT
IMPRIMERIE PARISIENNE
WILSON - PROUDHON
86, avenue du Président-Wilson, 86
La Plaine-St-Denis (Seine)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

# CIFTE - LCF

## POUR UN SALAIRE MENSUEL GARANTI

**Décidément, la plus grande fantaisie règne à l'usine à propos des horaires appliqués au personnel.**

**D'un jour à l'autre, une partie de celui-ci se voit diminuer sensiblement son horaire de travail, ce qui n'est pas mal en soi, mais le salaire diminuant en conséquence, ça devient une catastrophe, puisque le coût de la vie augmente chaque jour et que nous arrivons à peine à joindre les deux bouts.**

**Nous n'avons pas à souffrir de l'incompétence ou de la gabegie patronale et gouvernementale. Il n'est donc pas normal de voir les salariés subir les conséquences d'un chaos économique, que les patrons eux, traversent sans dommages.**

**Nos préoccupations nous montrent la nécessité de revendiquer dans les luttes à venir un salaire mensuel garanti et la sécurité de l'emploi. Nous assurons la marche de l'entreprise, mais le patronat doit lui, nous assurer une existence sans à-coups. C'est à nous de nous unir pour y arriver.**

**V.O. C.I.F.T.E. L.C.F.**

# DESFOSSÉS (Issy-les-Moulineaux)

## LEUR MORALE ET LA NOTRE !

Un camarade a été licencié pour avoir tenté de « voler » une torche grâce à un bon falsifié destiné au magasin. Voilà le « crime ». Et pourtant où sont les vrais voleurs ? Ne sont-ce justement pas ceux-là mêmes qui les condamnent en les enfonçant, en les rejetant comme des parias au nom de leur morale véreuse. Ne nous volent-ils pas toute notre vie durant, le produit de notre travail, de notre santé, notre dignité aussi quelquefois, tout ce qui pouvait faire de nous des hommes autres que ce que nous sommes parfois, c'est-à-dire être capables même de commettre ce qu'ils appellent un vol ?

Nous ne pensons pas que c'est ainsi que nous devons vivre, que c'est ainsi que nous pouvons nous en sortir.

Mais qu'est-ce que le vol d'une lampe dans cette société de rapine dans laquelle nous vivons ; cette société où les plus grands vols ont force de loi, où les individus les plus véreux, les gredins les plus capables sont les plus respectés.

Cette lampe d'une valeur de 10 francs dans n'importe quel Prisunic a fait perdre son gagne pain à un de nos camarades. Mais combien de 10 frs nous vole-t-on, à nous, et lui a-t-on pris à lui tout au long de son existence de salarié, sans qu'il puisse se défendre, simplement parce qu'il était un prolétaire dans une société bourgeoise ? Et ici, dans l'entreprise, est-on bien sûr qu'en haut de l'échelle, personne n'a sinon volé, du moins gagné pour bien plus cher qu'une lampe de poche, sans avoir d'autre sanction que de monter en grade.

Non, nous ne jugerons pas notre camarade. Son seul tort est d'avoir cru qu'il pouvait faire rendre gorge tout seul aux accapareurs alors que ce n'est que tous ensemble que nous pourrions y arriver. Mais cela, les patrons ne peuvent pas l'apprécier. Et pour nous, les plus voleurs, ce sont ceux qui volent le travail.

V.O. Desfossés.

# CSF (Levallois)

## TOUS DANS LE MEME BAIN

*Actuellement La Direction embauche et parmi les nouveaux venus nous remarquons des travailleurs africains. La plupart d'entre eux vivent dans des conditions désastreuses, habitent à 10 ou 20 par chambre, dans des taudis, et peu à peu remplacent les travailleurs algériens dans les « plus sales boulots ». Certains pensent que ces camarades, vu les maigres salaires qu'ils acceptent nous font une concurrence déloyale. La plupart d'entre eux ne parlent ni écrivent le français et sont ici complètement isolés ; ils deviennent alors une proie facile pour le patronat qui les paie peu.*

*Mais au lieu de se laisser aller à un racisme facile et imbécile c'est à nous d'essayer de les intégrer dans nos luttes et aux organisations syndicales d'exiger un salaire « normal » pour ces ouvriers. Car quelle que soit la couleur de sa peau personne ne vient gratter à l'usine pour son plaisir.*

*(V.O. C.S.F. Levallois).*

# ASSISTANCE PUBLIQUE

## UN EXEMPLE A SUIVRE

Les internes viennent de se voir reprocher par la direction leur manque de rapidité pour se rendre de la salle de garde à la salle d'urgence. Aussi ont-ils organisé vendredi, « le Grand Prix de l'Interne de Garde » afin de faire voir au public dans quelles conditions il fallait qu'ils travaillent. Deux courses avaient été organisées, l'une course-mascarade, l'autre course de vitesse.

Pourquoi ne rispostons-nous pas quelquefois de la même façon ? Nous pourrions ainsi montrer au public non seulement nos conditions de travail, mais aussi le matériel mis à notre disposition.

(V.O. A. P.)

# AIR FRANCE (Orly-Nord)

## LA PEINTURE A L'HUILE, C'EST BIEN PLUS DIFFICILE, MAIS C'EST BIEN PLUS BEAU !

Au hangar Caravelle, la peinture employée devient glissante dès qu'elle est mélangée avec un peu d'eau ou de kérosène. Comme il ets inévitable qu'il y ait de la peinture par terre et que le sol est en béton lisse, le hangar devient une véritable patinoire dès qu'il pleut un peu.

Malgré cela, on refuse de nous fournir des chaussures anti-dérapantes bien qu'il y en ait de disponibles pour les réparations sur les avions. Il est vrai qu'en montant sur un avion avec des chaussures ordinaires, on risque d'abîmer la carlingue alors qu'en faisant un vol plané dans le hangar, on risque seulement de s'abîmer le portrait, ce qui est beaucoup moins important pour la direction.

Mais pour nous, le temps que nous passons à l'atelier nous suffit largement sans passer un séjour à l'hôpital à cause des économies qu'Air-France fait sur notre sécurité.

(V.O. Air France).

# C.A.F.L. (Saint-Chamond)

## ON SE FAIT LA MALLE

*A la Centrale et à la Mécanique, les ouvriers sont mutés d'un chantier à l'autre suivant le bon vouloir de la Direction. Souvent c'est au dernier moment qu'on nous avertit du déplacement. Quelquefois, au chantier sur lequel on tombe le chef d'équipe nous dit qu'il n'y a pas de travail pour nous.*

*Mais nous ne sommes pas des chiens et nous devons exiger que cette « organisation » ne se fasse pas sur notre dos. Nous venons ici pour gagner notre vie et non pour être des pantins qu'on balade d'un bout à l'autre de l'usine. Par ces méthodes, la Direction brise nos habitudes de travail et surtout nous empêche de nous organiser solidement par chantiers pour nos revendications. Mais il y a pire. Pour nous, changer de chantier signifie souvent changer aussi de prime. Il est inadmissible que d'une semaine à l'autre une part de nos moyens d'existence soit remise en cause.*

*Pour pouvoir profiter de notre salaire et assurer notre vie et celle des nôtres, il nous est nécessaire d'être sûrs, chaque mois, de ce que nous toucherons. Que le patron nous mute, à la tête du client ou pour les besoins de sa production, nous ne pouvons pas l'en empêcher. Mais nous devons exiger qu'il ne touche pas à notre salaire qui est notre seule raison de nous faire exploiter par la CAFL.*

*(V.O. - CAFL.)*

# RHONE - POULENC Vitry-sur-Seine

## RHONE-POULENC,

Certain gardien plein de zèle se complait à fouiller systématiquement les sacs et musettes de nos camarades algériens. Des fois que le matériel disparaisse !

Nous savions déjà que la majorité des gardiens avait été élevée dans de « bonnes écoles » policières, et qu'avec eux on se sent tout de suite en sécurité ! Mais certains y ont ajouté un sentiment un tantinet raciste qu'ils savent extérioriser le cas échéant.

La fouille à la sortie de l'usine, prévue par le règlement intérieur, est déjà pour nous une vexation. En y ajoutant la discrimination raciale, cela lui donne un caractère encore plus humiliant.

Les Algériens, comme les gardiens, comme nous tous, sont des salariés exploités par le même patron, nous avons à être du même bord.

Et si le gardiennage « oblige » à faire parfois des sondages parmi les sacs et musettes, nous devons faire comprendre aux gardiens qu'y mettre trop de zèle risque de les faire rejeter définitivement dans un camp où ils n'ont rien à gagner.

V.O. Rhône-Poulenc.

# THOMSON (Gennevilliers)

## ÇA NE FAIT MEME PAS ILLUSION

La Direction vient de nous accorder une augmentation. 6 % sont intégrés dans notre salaire, et il nous reste 4 % sous forme de prime.

Pour les 6 % intégrés au salaire, c'est toujours cela que le patron ne pourra pas nous reprendre. Mais pourquoi tant de cinéma pour ne donner finalement que 3 % d'augmentation, si ce n'est pour nous « contenter » de peur de nous voir demander plus, d'autant que la prime subsiste avec les 4 % et la carotte pourra de nouveau nous être agitée sous le nez.

L'augmentation est ridicule pour la plupart d'entre nous : les professionnels ont aux environs de 30 F. et les manœuvres de 20 à 25 F. par mois. Nous sommes encore loin des 200 F. pour tous, somme que nous estimons nécessaire pour boucler le budget mensuel de chacun.

Le problème de nos salaires n'est pas réglé, il n'y a que la lutte qui le règlera, et pas les petits cadeaux de la Direction.

(V.O. Thomson).

# CHEMINOTS (Région Parisienne)

## PARTICIPER, C'EST ACCEPTER (Suite)

**Il y a quinze jours la question que nous posions à propos de l'indice « B » était : « Les syndicats qui se disent opposés au système de l'indice « B » que vont-ils faire dans cette galère ? »**

**Et nous ajoutions : « Ils prétendent conduire la discussion pour obtenir que l'indice « B » soit automatiquement accordé à tous les cheminots après 10 ans d'ancienneté dans la carrière. Ont-ils vraiment le moindre espoir que cette proposition soit même discutée ? »**

**Quelle lutte allaient mener les centrales pour faire aboutir leurs propositions ?**

**Aujourd'hui la CGT a trouvé une solution... une pétition à la gare du Nord ! (Cela montrera à la SNCF que nous voulons un système de salaire clair...).**

**Allons-nous nous laisser bercer d'illusions encore longtemps ? Non, nous ne sommes pas dupes et personne n'ignore la portée pratique de la pétition, pas même nos représentants syndicaux.**

**Qu'espèrent-ils de ce genre d'action ? Camoufler leur refus de mener une lutte conséquente, sans doute !**

**(V.O. Générale S.N.C.F. et V.O. Chapelle triage.)**

# ASSURANCES GÉNÉRALES (Paris-Richelieu)

## DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

*M. Bignon, leader du syndicat fantôme CFTC des A.G.A., a déclaré qu'il n'approuvait pas l'information par voie de tract telle que la pratique la « Voix Ouvrière ». On se demande alors à quelle information tient M. Bignon, car bien qu'il y ait un syndicat CFTC dans les trois branches, nous ne sommes jamais informés, sinon par la « Voix Ouvrière ».*

*Pourtant, si régulièrement et dans la mesure de nos modestes moyens, nous essayons de tenir les employés au courant de ce qui se passe dans la compagnie, c'est que nous estimons qu'une connaissance claire de la situation est nécessaire pour que chacun puisse, le jour venu, se déterminer à agir en connaissance de cause.*

*A une époque où la presse, la télévision, la radio sont aux mains du gouvernement et de ses serviteurs, nous avons un besoin vital de moyens d'information et d'expression qui nous appartiennent en propre que nous soyons des employés ou des ouvriers.*

*Et le fait que les syndicalistes de Conseil d'Administration l'oublient n'en rend que plus nécessaire notre travail.*

*(V.O. - Assurances Générales.)*

**Tu trouves la « V. O. » trop petite ?**
**Nous aussi.**
**Elle ne vivra...**
**Elle ne grandira...**
**que grâce à ton soutien**